



FONDS POUR L'APPLICATION des NORMES
et le DÉVELOPPEMENT du COMMERCE

Renforcer les systèmes SPS pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter

NOTE D'INFORMATION



Un système alimentaire mondial en péril

Les changements climatiques, qui ont une incidence sur les écosystèmes et la production agricole dans le monde entier, figurent parmi les questions déterminantes de notre époque. Ils sont rapidement devenus un perturbateur majeur pour le système alimentaire mondial en ce qu'ils modifient les modes de production, de transformation, de stockage et de distribution des aliments. Les phénomènes météorologiques extrêmes, les sécheresses et la hausse des températures ont une incidence sur la répartition des parasites et des maladies, et ils contribuent à l'accroissement et à l'apparition de risques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Déjà visibles, les effets sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé des animaux et la préservation des végétaux s'intensifieront encore à l'avenir. La population mondiale devrait atteindre 9,8 milliards d'habitants en 2050, ce qui fait peser une immense menace sur la productivité agricole et la sécurité alimentaire conduisant en définitive à des migrations et à des conflits.

Le commerce est inextricablement lié aux effets que les changements climatiques ont sur l'offre alimentaire mondiale, ce qui engendre à la fois des possibilités et des défis. À mesure que les zones agroclimatiques se déplaceront, de nouvelles régions connaîtront des déficits alimentaires, et les courants d'échanges devront être fluides et prévisibles pour répondre à la demande. D'après les prévisions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, les changements climatiques entraîneront une augmentation du commerce de produits agricoles en quantité comme en valeur. Dans le même temps, le commerce peut également servir de vecteur pour le déplacement et la propagation de parasites, de maladies et de risques liés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, en les introduisant dans des zones où ils étaient jusqu'alors inconnus. En règle générale, les pays se protègent contre ces risques en instaurant des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) visant à réglementer l'importation des produits agricoles.

Les changements climatiques vont poser de nouvelles difficultés en matière de conception et d'application des mesures SPS, comme les Membres de l'OMC l'ont reconnu dans la [Déclaration SPS](#) issue de la douzième Conférence ministérielle. La capacité de relever ces défis sera différente selon les pays et les systèmes alimentaires. De nombreux pays en développement sont particulièrement touchés: leurs systèmes SPS sont souvent fragiles et sous financés, tout en étant situés dans les zones où, d'après les scénarios de changements climatiques, les conséquences seront les plus graves. Les agriculteurs, les producteurs et les gouvernements en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes sont les plus durement touchés, car il leur manque souvent les compétences et les ressources nécessaires pour s'adapter rapidement.

Encadré: L'Accord SPS de l'OMC

L'Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) facilite un commerce sûr de produits alimentaires et agricoles. Son but est de garantir que les mesures SPS ne sont pas plus restrictives pour le commerce que ce qui est nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, et qu'elles sont fondées sur la science. Les Membres de l'OMC sont vivement encouragés à fonder leurs mesures SPS sur les normes, directives et recommandations internationales élaborées par la Commission du Codex Alimentarius, l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) et la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), ou sur une évaluation des risques.

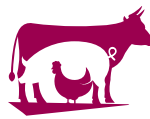
**QUELS SONT
LES EFFETS DES
CHANGEMENTS
CLIMATIQUES SUR
LA SÉCURITÉ
SANITAIRE
DES PRODUITS
ALIMENTAIRES,
LA SANTÉ DES
ANIMAUX ET
LA PRÉSERVATION
DES VÉGÉTAUX?**



Préservation des végétaux

D'après des estimations, les parasites des végétaux sont responsables de la perte d'entre 20% et 40% de la production agricole, ce qui coûte à l'économie mondiale plus de 220 milliards de dollars par an. Les insectes envahissants, l'un des principaux facteurs de la perte de biodiversité, coûtent aux pays au moins 70 milliards de dollars. Des pertes supplémentaires sont également observées après les récoltes, et les scénarios les plus pessimistes concernent les pays en développement. Les voyages et les échanges mondiaux sont les principaux vecteurs du déplacement et de la propagation des parasites des végétaux.

Les changements climatiques devraient accentuer les risques associés à la propagation des parasites des végétaux, et entraîner des effets potentiellement dévastateurs sur les écosystèmes agricoles, la sécurité sanitaire des produits alimentaires et l'environnement, en particulier dans les pays en développement. Le réchauffement de la planète, par exemple, peut faciliter l'établissement de parasites dans de nouvelles zones où les conditions ne l'auraient autrement pas permis. On sait que la gamme de plantes hôtes ou la répartition de plusieurs parasites se sont étendues du fait, au moins en partie, de l'évolution du climat. Parmi ces parasites et maladies figurent par exemple le légionnaire d'automne, qui attaque différentes espèces végétales, y compris des cultures vivrières de base comme le maïs et le sorgho, la rouille du caféier, la jaunisse fusarienne des musacées, ainsi que différentes espèces de mouches des fruits.



Santé des animaux

Les changements climatiques ont une incidence sur l'évolution des maladies, ce qui rend les épidémies plus difficiles à maîtriser. À cet égard, on peut par exemple citer la propagation de l'orbivirus de la fièvre catarrhale en Europe, de la fièvre de la vallée du Rift en Afrique et des virus de la grippe extrêmement virulents en Asie. Les effets ne sont pas sans importance pour la production et le commerce du bétail et des produits de l'élevage, ainsi que pour les moyens de subsistance et la croissance économique. Le réchauffement de la planète peut également accroître le risque d'épidémies de maladies virales dans l'aquaculture. En outre, la propagation de maladies à transmission vectorielle, comme la dengue et le paludisme, et de zoonoses (transmises entre les animaux et les êtres humains), suscite de plus en plus de préoccupations. La récente pandémie de COVID-19 nous rappelle que les conséquences pour la santé publique et l'économie dans son ensemble peuvent être dévastatrices.

La production mondiale de bétail et de produits de l'élevage devrait encore s'accroître au cours de la prochaine décennie. Une part non négligeable des émissions de gaz à effet de serre est imputable à la production animale; à cet égard, l'amélioration de la santé des animaux apparaît généralement comme une stratégie adéquate pour réduire l'intensité des émissions et instaurer une utilisation plus efficace des ressources grâce à l'abaissement de la mortalité ainsi qu'à l'amélioration de la productivité et de la fertilité. Ainsi, les animaux seront plus productifs et généreront moins d'émissions par poids de produit fini. La bonne santé des animaux facilite non seulement les échanges commerciaux, mais aussi le passage à des systèmes à faible émission de carbone.





Sécurité sanitaire des produits alimentaires

Du fait des changements climatiques, il est de plus en plus difficile pour nos systèmes agroalimentaires de produire des aliments sains et nutritifs en quantité suffisante pour tous. L'élévation du niveau de la mer, l'acidification des océans et les variations de la température, de l'humidité et des précipitations influent sur la persistance et l'apparition des bactéries, virus et parasites d'origine alimentaire, et donc sur notre exposition à ceux-ci. Les phénomènes météorologiques extrêmes qui entraînent des inondations peuvent submerger les infrastructures de santé publique, accroître les risques d'épidémies de maladies d'origine hydrique, comme le choléra, et favoriser le déplacement et la translocation de contaminants chimiques. À l'opposé, les sécheresses peuvent entraîner des pénuries d'eau salubre, compromettant ainsi les pratiques habituelles en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. L'existence de risques chimiques liés par exemple aux toxines algales, aux mycotoxines et au méthylmercure dans les aliments est également fonction de facteurs climatiques qui évoluent. Sur les continents, l'élévation de la température des sols facilite une plus grande absorption des métaux lourds par les cultures vivrières de base, par exemple l'arsenic qu'on retrouve dans le riz.

Les changements climatiques influent également sur les taux de survie et la répartition géographique des parasites agricoles, et sur les maladies associées. Ce phénomène, conjugué à l'apparition de nouveaux lieux de production agricole là où le climat est plus frais et tempéré, devrait poser de nouveaux problèmes en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires dans les régions concernées. Par exemple, les modes d'utilisation des pesticides et des médicaments vétérinaires seront modifiés afin de contrôler et de gérer de nouvelles infections, ce qui pourrait entraîner la présence de contaminants chimiques dans les aliments et soulever des préoccupations non seulement environnementales, mais aussi commerciales. Un lien est également établi entre la hausse continue des températures et la résistance antimicrobienne, qui se traduit par une augmentation des taux de croissance bactérienne et le transfert horizontal de gènes, ce qui pose une difficulté majeure pour faire face à une menace multidimensionnelle.

Encadré: Contamination par les mycotoxines

Les mycotoxines sont des métabolites secondaires produits par des champignons, qui se développent sur ou dans des cultures. La consommation de ces cultures contaminées peut avoir des effets nocifs divers pour la santé allant de l'intoxication aiguë à la déficience immunitaire et au cancer sur le long terme. Les changements climatiques ont une incidence sur certains des principaux facteurs qui influent sur le développement des mycotoxines (température, humidité relative et dégâts causés aux cultures par les parasites). Dans les zones où les effets sur le climat sont plus marqués, des installations de séchage, de stockage et de transport inadaptées peuvent accentuer le problème du développement et de la diffusion des mycotoxines le long des chaînes alimentaires.

Les mycotoxines posent un immense défi pour ce qui est d'assurer la sécurité alimentaire dans les pays en développement, étant donné qu'elles se développent dans les cultures vivrières de base comme le blé, les arachides et le maïs. L'impact global de l'exposition aux mycotoxines est en général gravement sous-estimé, ce qui s'explique par le manque de systèmes de surveillance adaptés et de ressources pour une détection précise des niveaux de mycotoxines. En outre, les mycotoxines constituent un obstacle majeur au commerce international, étant donné que l'absence de limites réglementaires appropriées et harmonisées en matière de contamination aux mycotoxines dans certains pays entraîne le refus de produits alimentaires sur les marchés internationaux et régionaux ainsi que des pertes économiques.



Que faut-il faire?

La question de l'accroissement et de l'apparition de risques pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé des animaux et la préservation des végétaux est seulement mentionnée en marge des discussions internationales sur les changements climatiques. Une grande attention est accordée à la fonte de la calotte glaciaire, à l'élévation du niveau de la mer et aux phénomènes météorologiques extrêmes; pourtant, la propagation de parasites, de maladies et d'agents pathogènes et de contaminants d'origine alimentaire aura également d'immenses répercussions sur la biodiversité et les conditions de vie sur terre. Il est essentiel que l'évolution de cette situation, ainsi que le rôle du commerce à cet égard, soient intégrés dans toute leur mesure aux considérations de politique internationale qui touchent aux changements climatiques.

Dès 2009, le partenariat du STDF a attiré l'attention sur les conséquences des **changements climatiques** s'agissant des nouveaux risques SPS et des flux commerciaux mondiaux, y compris dans le cadre de manifestations, de publications et de notes d'information sur le sujet. Plus récemment, en 2022, le Fonds a organisé une série de **webinaires** visant à étudier les effets des changements climatiques sur la conception et l'application des mesures SPS dans les échanges internationaux, ainsi que les mesures à prendre pour remédier à ces problèmes. Sur la base des données d'expérience et des enseignements tirés de ces activités, les recommandations ci après ont été formulées.

Dans le cadre des discussions internationales sur les changements climatiques, accorder la plus haute priorité à l'établissement de systèmes SPS solides dans les pays en développement: afin de prévenir l'introduction et la propagation de parasites, de maladies et de risques d'origine alimentaire, et d'exploiter pleinement le potentiel du commerce international des produits agricoles, les discussions sur les changements climatiques devraient accorder la priorité à l'efficacité des systèmes de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux, ce qui entraînerait une attention politique accrue à l'égard de cette question et, par la suite, une augmentation des financements qui s'avèrent fort nécessaires. Sensibiliser davantage les responsables politiques et ouvrir le dialogue avec le secteur privé et le grand public permettrait de renforcer la capacité de réponse et contribuerait à l'augmentation des niveaux de production, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la protection de l'environnement.

Intégrer les capacités SPS à la coopération pour le développement:

l'accroissement de l'Aide pour le commerce et d'autres soutiens liés au climat devrait mettre l'accent sur les cadres institutionnels et réglementaires, les capacités en matière de diagnostic, la surveillance et les infrastructures aux frontières, comme indiqué ci après. Les partenaires de développement devraient s'engager à reproduire et à déployer les solutions éprouvées au niveau national dans d'autres pays et régions, y compris par la création de programmes de recherche conjoints, de réseaux régionaux et de centres d'excellence.

Intensifier des activités d'évaluation des risques étayées par davantage de travaux de recherche:

l'évaluation des risques, aux fondements des normes internationales, fournit une justification scientifique à toutes les mesures SPS réglementant le commerce. Une meilleure connaissance de l'écologie des parasites et maladies ainsi que de leurs hôtes, et pas seulement de leurs relations mutuelles, associée à une modélisation améliorée du climat et de ses incidences, est nécessaire pour classer les risques par ordre de priorité et améliorer la fiabilité des prévisions. Sans données scientifiques suffisantes, les évaluations des risques peuvent prendre un caractère spéculatif ou subjectif, ce qui conduit à des mesures SPS inefficaces et/ou provisoires et, partant, à davantage de restrictions commerciales.

Renforcer les programmes de suivi et de surveillance, et mieux anticiper les risques:

l'amélioration des capacités en matière de suivi et de surveillance sera fondamentale pour détecter, gérer et contrôler les risques accrus et nouveaux que posent les changements climatiques, pour enrichir les évaluations des risques et pour réduire les incertitudes associées. Cela facilitera également la création et le maintien de zones exemptes de parasites et de maladies, un outil prévu par l'Accord SPS pour favoriser la fluidité des échanges. Les systèmes d'alerte précoce et autres mécanismes d'intervention rapide, comme la planification d'urgence et les méthodes d'éradication facilement accessibles, seront d'importants outils pour se préparer aux nouveaux problèmes dans le contexte des changements climatiques. Il conviendrait d'utiliser davantage et plus judicieusement les prévisions et les nouvelles technologies numériques et de détection, par exemple pour améliorer la traçabilité le long des chaînes d'approvisionnement alimentaire.


Poursuivre les réformes de facilitation des échanges:

de nombreux pays déploient actuellement des efforts pour que les échanges transfrontières soient plus fluides et plus rapides. Les organismes chargés de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé des animaux et de la préservation des végétaux sont ainsi mis à contribution, et incités à moderniser leurs opérations aux frontières, à améliorer les inspections et à réduire les coûts commerciaux inutiles. Les petites et moyennes entreprises des pays en développement sont celles qui en profiteront le plus. Les inspections fondées sur les risques, la certification électronique, l'amélioration de la transparence et l'intégration des contrôles SPS dans les systèmes de guichet unique réduiront les risques de contamination des aliments lors du stockage et du transport et le gaspillage alimentaire, et limiteront le temps d'attente aux frontières.

Promouvoir la coopération entre les pays, secteurs et disciplines:

étant donné que les risques pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé des animaux et la préservation des végétaux ont un caractère international et relèvent de diverses disciplines, une réponse fragmentée aux difficultés croissantes qui se posent ne fonctionnera tout simplement pas. Davantage de travaux de recherche, d'évaluations des risques et d'activités de surveillance devraient être menés dans le cadre d'une collaboration aux niveaux national, régional et international. L'interconnexion entre la santé des personnes, la santé des animaux et la préservation des végétaux, compte tenu de leur environnement commun, souligne la nécessité d'accroître la collaboration, la communication et la coopération dans le cadre d'une approche plus globale et plus intégrée des systèmes alimentaires, soit l'approche "Une seule santé", en particulier dans des contextes où les ressources sont limitées.



 www.standardsfacility.org

 STDFSecretariat@wto.org

 #STDF

PLUS

SAVOIR

POUR EN

STEF

Images:

©STDF/José Carlos Alexandre (couverture, p.4, p.5)

© STDF/FAO (p.4, p.7)

© Shutterstock (p.5)